

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Direction des Achats
Service Achats Marchés

Dossier suivi par :
Service des marchés publics

Ligne directe :

Fax direct :

E- mail :

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
n°4 du 27 janvier 2025**

Relatif à

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DE L'ANSES

SOMMAIRE

ARTICLE 1	DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1	MODE DE PASSATION ET OBJET DU MARCHE	3
1.2	DUREE	3
1.3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 2	CONDITIONS D'EXECUTION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	4
2.1	DEMARRAGE DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE	4
2.2	LIEU D'EXECUTION	4
2.3	PERSONNEL DU TITULAIRE	5
2.4	DOMMAGES	5
2.5	ASSURANCES	5
2.6	SUIVI DE LA PRESTATION	5
2.7	CONFIDENTIALITE	5
2.8	PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL	5
2.9	SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 3	VERIFICATIONS ET ADMISSION	6
ARTICLE 4	DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES DE RETARD	6
4.1	DELAIS D'EXECUTION	6
4.2	PENALITES	6
ARTICLE 5	PRIX DU MARCHE ET MODALITES DE REGLEMENT	7
5.1	GENERALITES	7
5.2	REVISION DES PRIX	7
5.3	REGLEMENT DU MARCHE	7
5.3.1	AVANCES	7
5.3.2	ACOMPTES – REGLEMENT DES ACOMPTES	7
5.3.3	FACTURATION	8
5.4	MODE DE REGLEMENT ET DELAI DE PAIEMENT	9
ARTICLE 6	RESILIATION DU MARCHE	10
ARTICLE 7	AUTRES DISPOSITIONS	10
ARTICLE 8	LITIGES	10
ARTICLE 9	DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	10

ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 MODE DE PASSATION ET OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché public de services passé en procédure adaptée en application des dispositions du code de la commande publique (articles R2123-1.1° et R2131-12-2°).

Marché réservé :

En application de l'article L.2113-12 du Code de la commande publique, le marché est réservé à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Le marché a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des espaces verts du site de l'Anses à Maisons-Alfort.

Il s'agit d'un « marché composite » s'exécutant à prix mixtes, comprenant :

- A titre principal, un marché ordinaire de prestations d'entretien des espaces verts qui s'exécute à prix global et forfaitaire défini dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Il comprend les prestations de tonte, taille, bêchage, désherbage, ramassage des feuilles, arrosage, mise en place de pots et de plantes dans le bâtiment COPERNIC, durant toute l'année, en extérieur, ainsi que la fourniture, l'arrosage, l'entretien des plantes en intérieur pour le bâtiment Copernic, uniquement dans les parties communes.
- Un accord-cadre de prestations ponctuelles liées aux prestations hors forfait qui s'exécutent par émission de bons de commande sur devis préalable accepté par l'Anses, établi sur la base de prix unitaires figurant à l'acte d'engagement. Dans ce dernier cas, le marché est qualifié d'accord-cadre à bon de commande qui fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu avec un seul opérateur économique suivant les conditions fixées aux articles R2162-12 et R2162-13 du code de la commande publique.

Le détail des prestations forfaitaires et hors forfait est décrit dans le CCTP.

Par ailleurs, en fonction des besoins, l'Anses pourra également commander des prestations hors forfait autres que celles décrites dans le CCTP, « **sur devis hors BPU** » accepté par l'Anses, établi sur la base d'un pourcentage de remise défini dans le l'annexe financière à l'acte d'engagement. Toutefois, en cas d'offre économiquement inacceptable, et par dérogation au principe d'exclusivité de l'accord-cadre, l'Anses se réserve le droit de commander la prestation auprès d'un opérateur économique autre que le titulaire du marché, dont l'offre financière serait moins onéreuse.

Montants :

Le montant minimum du marché correspond à la part fixe forfaitaire pour la durée initiale du marché.

Le montant maximum du marché est fixé à 90 000 €HT.

1.2 DUREE

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. A l'issue de cette première période, le marché sera reconduit expressément trois fois par période successive d'un an. La durée totale du marché concernant chaque lot, reconductions comprises, ne pourra excéder 48 mois.

En conséquence, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce dans les trois mois qui précèdent la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire ou non le marché ; la non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

1.3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante (dérogation à l'art 4.1 du CCAG FCS).

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et annexe ;
- L'offre du titulaire.

Les documents originaux conservés dans les archives de l'Anses font seuls foi.

Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS arrêté du 30 mars 2021).

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de l'offre.

Disposition particulière

Les conditions générales de ventes du titulaire indiquées dans les contrats et leurs annexes, dès lors qu'elles sont contraires aux dispositions du présent document et du CCAG visé supra, sont réputées non écrites et ne sont pas opposables au présent contrat.

ARTICLE 2 CONDITIONS D'EXECUTION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

2.1 DEMARRAGE DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage des prestations d'entretien au forfait.

Les prestations ponctuelles hors forfait font l'objet d'un bon de commande émis sur la base d'un devis proposé par le titulaire (selon les prix unitaires figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou sur devis « hors BPU » sur la base d'un pourcentage de remise déterminé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement) et accepté au préalable par l'Anses, annexé au bon de commande notifié au titulaire.

Les commandes sont transmises par tout moyen (télécopie, message électronique...).

Chaque bon de commande précise :

- Les références du marché ;
- Le détail des prestations commandées ;
- Le cas échéant le délai d'exécution ;
- Le laboratoire concerné ;
- L'adresse précise du ou des lieu(x) de livraison ;
- Le (s) prix unitaire(s) contractuel(s) HT, le taux de TVA applicable, les prix TTC ;
- Le cas échéant le devis accepté est annexé au bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, si, dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire, la personne publique n'a pas reçu de réserves de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la prestation définie dans le bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le Directeur général, le Directeur général adjoint en charge des ressources, le Directeur de l'administration et des Finances, le Responsable du service logistique et Missions dans la limite des délégations reçues.

La liste de ces personnes pourra être modifiée par simple lettre du représentant du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché.

2.2 LIEU D'EXECUTION

L'Anses site de Maisons-Alfort.

Le détail des espaces concernés est défini dans le CCTP et annexe.

2.3 PERSONNEL DU TITULAIRE

Pendant l'exécution de la prestation, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit. Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

2.4 DOMMAGES

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- aux personnels de l'Anses ou à des tiers,
- aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

2.5 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité. A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

2.6 SUIVI DE LA PRESTATION

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délais toute mesure qui s'impose.

L'Anses pour sa part, a désigné au point 1.3 du CCTP l'interlocuteur en charge du suivi technique de la prestation.

2.7 CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

2.8 PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R 4511-1 et suivants sont applicables à l'Anses.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention de l'Anses - site de Maisons-Alfort.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant à l'Anses au préalable à la mise en œuvre du marché et à la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire intervenant sur le site du laboratoire de l'Anses et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au règlement en vigueur.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

2.9 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et les dispositions du code de la commande publique.

ARTICLE 3 VERIFICATIONS ET ADMISSION

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

En dérogation aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS, le constat du « service fait » par le pouvoir adjudicateur vaut admission des prestations.

ARTICLE 4 DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES DE RETARD

4.1 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'intervention sont fixés dans l'offre du titulaire pour les prestations comprise dans le forfait ou dans le bon de commande pour les prestations hors forfait.

Prolongation des délais :

Si le titulaire n'est pas en mesure d'exécuter la prestation dans sa totalité et/ou dans les délais prévus, il est tenu d'en informer par écrit l'Anses dans les plus brefs délais, qui pourra lui accorder un délai supplémentaire pour l'exécution de la prestation.

4.2 PENALITES

Pénalités de retard

Les pénalités de retard s'appliquent, sans mise en demeure préalable, selon les modalités définies à l'article 14 du CCAG/FCS.

Le montant des pénalités est calculé par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées, en dérogation aux dispositions des articles 14.1.3 du CCAG/FCS.

ARTICLE 5 PRIX DU MARCHE ET MODALITES DE REGLEMENT

5.1 GENERALITES

Les prix du marché sont forfaitaires ou unitaires et sont révisables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement du personnel du titulaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et à la garantie.

5.2 REVISION DES PRIX

Les prix figurant en annexe financière à l'acte d'engagement sont fermes pour la première année d'exécution du marché.

Pour les périodes suivantes les prix du marché sont révisables, une seule fois par an à la date anniversaire du marché, par référence au tarif public du titulaire (tarif valable pour l'ensemble de sa clientèle) et/ou au barème qui s'applique au présent marché (sur lequel seront appliqués le ou les rabais indiqués le cas échéant à l'acte d'engagement et ses annexes).

La révision des prix intervient sur initiative du titulaire, qui adresse à l'Anses – service des marchés publics (14 rue Pierre et Marie Curie 94700 Maisons-Alfort) – les éléments retenus pour la révision des prix et calcule les nouveaux prix applicables. Cette demande peut être formulée dans le corps de la facture correspondante.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, l'Anses notifie au titulaire sa réponse validant ou infirmant le calcul effectué. Passé ce délai d'un mois, en l'absence de réponse de l'Anses, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre de la révision, l'Anses procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop perçu, ou à l'émission d'une facture complémentaire.

La révision des prix ne saurait affecter les commandes passées avant la date de son application effective. Elle s'applique aux commandes émises à compter de son entrée en vigueur.

Les prix une fois révisés constituent les prix de référence pour toutes les factures, émises par le titulaire, afférentes aux prestations réalisées au titre du marché jusqu'à la date d'application d'une nouvelle variation de prix le cas échéant.

Clause de butoir et de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de 3 % les conditions précédentes, l'Anses se réserve la faculté soit de limiter cette hausse à 3 %, soit de résilier le marché sans préavis, et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité en dérogation à l'article 29 du CCAG/FCS.

5.3 REGLEMENT DU MARCHE

5.3.1 Avances

En application des articles R 2191-3 et suivants du code de la commande publique, sauf renonciation du titulaire, une avance peut être accordée, si les conditions sont réunies.

L'Anses se réserve la possibilité de récupérer l'avance dès la première facture.

5.3.2 Acomptes – Règlement des acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit au versement d'acomptes (article R 2191-20 du code de la commande publique). Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de trente jours à réception des factures par le pouvoir adjudicateur sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires et le versement d'une

indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal, suivant la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

5.3.3 Facturation

Présentation des demandes de paiements :

□ Concernant les prestations au forfait : les prestations font l'objet d'une facturation semestrielle après réalisation et admission des prestations sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'acte d'engagement.

□ Concernant les prestations ponctuelles hors forfait s'exécutant par émission de bons de commande: les factures sont établies sur la base des prix ou du pourcentage de remise tels qu'ils figurent dans l'offre du titulaire (sur la base du devis accepté par l'Anses) en fonction des prestations effectivement réalisées et admises.

Les documents afférents au paiement devront porter, **outre les mentions légales (article D2192-2 de la commande publique)**, les indications suivantes :

➤ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).
- Mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

➤ Éléments concernant la facture :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- **Le numéro d'engagement (n°CBDC)**
- **le numéro du marché**
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : **FR 54130012024**

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Où trouver les informations sur un bon de commande Anses :

Marché	BON DE COMMANDE	DATE	Page : 1
XMIX000025/1	CBDC 318 1	30-12-2016	

A facturer à

. SIEGE MAISONS ALFORT
14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE

94704 MAISONS ALFORT
TVA Intracom : 54130012024

Fournisseur

A livrer à

. SIEGE MAISONS ALFORT
14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE

94704 MAISONS ALFORT

5.3.4 Modalités de dépôts des factures :

! Pour toute entreprise, le dépôt de vos factures doit se faire obligatoirement sur le portail Chorus Pro (WWW.CHORUS-PRO.GOUV.FR/ ; solution gratuite).

Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement : le **numéro CBDC** (Cf. supra)
- Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? : répondre **NON**
- Code service (facultatif) : l'ANSES n'en a pas.

En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur :

Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire et transmises à ce dernier car celui-ci est le seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :

- la désignation du sous-traitant ;
- le numéro du marché concerné ;
- la somme à payer au sous-traitant.

L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.

Service chargé du traitement des factures : Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées, le contact est :

Anses

Agence comptable / Service facturier

14 rue Pierre et Marie Curie

94701 Maisons Alfort cedex

SERVICEFACTURIER@ANSES.FR / 01.77.74.17.22.

5.4 MODE DE REGLEMENT ET DELAI DE PAIEMENT

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Anses dispose d'un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

Cas de l'avance : pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution.

Intérêts moratoires :

Lorsqu'il est imputable à l'Anses, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est é au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

ARTICLE 6 RESILIATION DU MARCHE

Qu'il y ait faute ou non du titulaire, le marché pourra être résilié suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Les commandes émises avant la date d'effet de la résiliation demeurent exécutables.

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations, l'Anses pourra faire exécuter les prestations dues aux frais et risques du titulaire sans préjudice de l'exercice du droit de résiliation.

Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

ARTICLE 7 AUTRES DISPOSITIONS

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus aux articles R2191-59 à R2191-62 du code de la commande publique est :

Le Directeur général de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur l'Agent comptable principal de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex

NB : dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal de l'Anses.

ARTICLE 8 LITIGES

Tout litige né de l'exécution ou de l'interprétation du marché peut faire l'objet d'une conciliation amiable suivant les dispositions du code de la commande publique.

Pour connaître d'éventuels litiges ne recevant pas de solution amiable, les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

ARTICLE 9 DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 1.3 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS.

L'article 2.1 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS

L'article 3 déroge au chapitre 5 du CCAG/FCS

L'article 4.2 déroge aux articles 14.1.3 du CCAG/FCS.